



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Un-monde-qui-n-existe-pas>

UN TÉMOIGNAGE ÉLOQUENT

Un monde qui n'existe pas !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1117 - février 2011 -

Date de mise en ligne : samedi 19 mars 2011

Date de parution : février 2011

Description :

Christian Aubin apprécie les révélations d'un énarque, démissionnaire du Medef, et qui révèle l'irréalisme du patronat.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

En claquant la porte du Medef, le Président de l'Association Pour l'Emploi des Cadres (APEC) a fait parler de lui. Sans juger ce fils d'ouvrier passé par l'ENA, Christian Aubin apprécie ci-dessous ce qu'il dévoile de la rapacité du patronat et de sa rencontre avec un monde qui, lui, existe bien, celui des travailleurs.

L'ancien directeur des affaires sociales de la fédération patronale des assurances, Eric Verhjaeghe, représentait le Medef dans divers organismes paritaires, mais il vient de claquer la porte avec fracas. Dans un entretien [1], [2] il accuse la doctrine économique du Medef de mettre en péril la société et la démocratie. Livrant une vue édifiante de la vie intérieure de l'organisation patronale, il conteste en profondeur le capitalisme néo-libéral et dénonce l'immobilisme et l'autoritarisme de son fonctionnement, le pouvoir de nuisance, les gâchis économiques et sociaux résultant de ses choix strictement financiers, sans oublier la rapacité des grands patrons.

Âgé de 42 ans, Eric Verhjaeghe précise qu'il est d'une génération qui n'a connu que la crise, qui a vécu dans la nostalgie des Trente Glorieuses. Il constate que dans l'économie de marché, qui reste le seul système économique global, le credo dominant est devenu : « plus vite on développera ce système, plus vite on arrivera à l'essence du marché en concurrence libre et parfaite, plus vite on sera prospères et on renouera facilement avec la croissance des Trente Glorieuses. Pendant la décennie 1980, on a fait de la privatisation à tout-va ; pendant la décennie 1990, on a abaissé le coût du travail - on a quand même dépassé 1,5 point de PIB en allègements de charges... Le résultat est terrible. En réalité, au bout de 40 ans, non seulement ça ne va pas mieux, mais au contraire, le système est en train de s'autodétruire. Cette crise n'est pas imputable à la rigidité du marché, mais au contraire, à sa flexibilité. Cela oblige à remettre en cause nos vieilles croyances. Collectivement, les élites de ce pays ne peuvent plus continuer à soutenir que les recettes d'avant 2008 vont nous sortir du marasme, elles sont la cause de la crise !... aujourd'hui, la doctrine du Medef est dangereuse parce qu'elle est potentiellement productrice d'un risque systémique. À mes yeux, ce qui ressort de la crise de 2008, c'est que la pérennité de l'économie de marché tient beaucoup plus aux salariés qu'à leurs patrons ». Pour lui, le Medef de Laurence Parisot parle « d'un monde qui n'existe pas : de salariés trop payés, d'un État qui a trop de recettes fiscales » et dont un certain nombre d'observations économiques « sont totalement à côté de la plaque ».

Il raconte qu'en décembre 2008, au cours d'une réunion sur la protection sociale, les patrons présents se sont livrés à un exercice : « Ce jour-là, on avait sorti un listing des 500 plus grosses retraites "chapeau" de France, et la seule question qui se posait, c'était : qui est dans le top 100 ? La réalité de la France aujourd'hui, la voilà : d'un côté des salariés qui ont envie que ça marche, et de l'autre, un certain nombre de patrons dont la préoccupation première en temps de crise est de vérifier qu'ils sont mieux payés que les autres. J'appelle ça le syndrome "10 mai 40" : en pleine tourmente, l'obsession de l'état-major est de s'occuper de ses prébendes ».

Sur la dette publique : « Avant la Révolution, il y a une crise des finances publiques et une crise économique ; les élites en profitent et ne veulent surtout pas faire le moindre effort pour enrayer la crise. Aujourd'hui, nous avons un phénomène absolument identique : par exemple, mesure-t-on bien que la dette publique c'est de l'épargne garantie pour les très hauts revenus ? Lorsque Liliane Bettencourt reçoit un chèque de 30 millions d'euros au titre du bouclier fiscal, ce chèque est financé par la dette que Liliane Bettencourt achète sous la forme d'emprunts d'Etat et, du coup, quand on la rembourse, on lui fait un nouveau cadeau. Le bouclier fiscal est un tour de passe-passe qui permet d'accroître le patrimoine des gros revenus en le faisant financer par l'écrasante majorité des citoyens ».

Sur les acquis sociaux, le droit du travail et les "charges" patronales : « Aujourd'hui, ce sont les salariés qui portent l'essentiel du financement de la protection sociale ... asseoir la sécurité sociale sur le seul travail, cela conduit à faire porter aux salariés un poids exorbitant... Sur le droit du travail, il n'y a aucun débat au sein du Medef : il y a un

comportement extrêmement autoritaire que j'ai qualifié, et je persiste, d'immobilisme brejnevien ».

Le discours du patronat, immuable depuis des décennies, c'est : « il y a trop de charges ! », il est incapable de remettre en cause les tabous de cette pensée unique « c'est sûr que le Medef n'a aucune intention de le faire. En dehors de sa litanie traditionnelle (« soulageons-nous de toutes les charges !), il n'y a pas de pensée ». Et ça marche : 30 milliards d'euros par an d'allègements de charges !

Sur le mythe d'une économie de marché opprimée par l'État : « en réalité, l'économie de marché est subventionnée par le contribuable et (il est inadmissible) qu'elle refuse dans le même temps tout contrôle sur les subventions qu'elle reçoit. Je préconise la transparence. On peut reprendre un système simple, prévu par la Déclaration de 1789 : « Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. » Dès lors qu'on met 1 euro public dans une activité, le citoyen doit avoir le droit de demander des comptes sur l'utilisation de cet euro ».

[1] réalisé par Thomas Lemahieu publié dans L'Humanité du 20 /01/2011.

[2] Éric Verhaeghe a annoncé sa démission le jour où sortait son livre intitulé Jusqu'ici tout va bien ! et sous-titré Énarque, membre du Medef, président de l'APEC, je jette l'éponge ! Voir Le Monde du 13/01/2011, p.11.